



CONCEPT DU FORUM DE SEGOU, 6^{ème} Edition, Février 2009

Thème : Culture et Gouvernance

1. Pourquoi ce thème ?

Le Forum scientifique de Ségou, instance du Festival sur le Niger, est à sa sixième édition. Depuis son lancement en 2005, divers sujets y ont déjà été traités, à savoir : Culture et développement, Tourisme et Développement, les multiples fonctions du Fleuve Niger, Jeunes et Emplois, Savoir Local, Moteur de Développement.

La diversité d'origines, de générations et de profils des participants, ainsi que l'éclat des interventions et l'adhésion des populations à ces débats ont incontestablement permis d'apporter une contribution positive et une valeur ajoutée aux différentes problématiques traitées.

Les deux dernières éditions 2008 et 2009 ont focalisé l'orientation des débats sur le rôle et la place fondamentale du Savoir Local dans le processus de développement de nos pays.

Ainsi tour à tour le Savoir local a été analysé dans un contexte de globalisation, son rôle dans différents secteurs centraux et points critiques de notre processus de développement ont été également analysés : la production agricole, la construction, le système d'éducation, la paix sociale, l'identité culturelle, la migration, l'environnement.

De ces discussions, on peut tenir un certain nombre de constats majeurs dont :

- L'émergence d'une « Guerre des cultures » au plan mondial à travers ce qui est communément convenu d'appeler Globalisation ou Mondialisation ;
- Un recul de nos valeurs locales au profit d'autres venues d'ailleurs, et ayant une incidence non contrôlée et non mesurée sur l'éducation et la formation des plus jeunes, et sur le fonctionnement de notre tissu social ;
- Une absence de vision globale et pérenne dans nos processus de développement ;
- Un manque de cohésion et de convergence entre les différentes initiatives de développement ;
- Etc.

Face à ces constats, les défis à relever identifiés lors des précédentes éditions du Forum sont tout aussi nombreux et divers, parmi lesquels on peut citer :

- La nécessité d'une réhabilitation des valeurs et des cultures de notre pays à travers une éducation plus adaptée tenant compte de nos us et coutumes ;
- L'urgence de l'archivage de nos mémoires et patrimoines aussi bien matériels qu'immatériels ;
- La nécessité de la construction d'une nouvelle approche du développement dans le moyen et le long terme à partir des facteurs endogènes.



Pour relever ces différents défis, un Appel dit de Ségou a été rédigé, et invite toutes les parties prenantes (autorités, acteurs politiques, économiques, sociaux et culturels, Partenaires), chacun à son niveau, à entreprendre :

- La mise en place d'une approche structurée, planifiée et cohérente du développement sur la durée, tenant compte des initiatives locales ;
- Une concertation sur les thèmes, les actions et perspectives du développement mais aussi de pérennisation de nos visions comme apport à l'universel.
- Des démarches en vue de la sauvegarde de notre identité culturelle propre ;
- Des actions nécessaires à la réhabilitation des valeurs profondes de notre pays dans l'édification de politiques de développement ;
- Des réflexions pour la prise en main de notre système éducatif comme priorité nationale pour relever les défis d'un monde globalisé ;

Autant d'initiatives et de défis qui nous renvoient au-delà des limites de la simple réflexion, pour ouvrir les chantiers de la recherche de stratégies pour un début de traduction effective de ces résolutions dans les comportements quotidiens des citoyens et des acteurs que nous sommes tous, mais surtout dans les mécanismes d'administration et de gestion de nos Cités et de nos Institutions, en d'autres termes : la Gouvernance.

Cette sixième édition devrait donc nous permettre d'établir un Pont entre :

- d'une part la Gouvernance de notre pays, de notre économie, de notre société,
- d'autre part les nombreuses ressources, richesses, et clés du développement décelées, à la lumière des précédentes éditions, dans la valorisation de nos savoirs locaux, et de notre riche patrimoine culturel.

2. L'énoncé des problématiques du Thème

2.1. La Gouvernance

La Gouvernance reste encore de nos jours une notion controversée. Le terme est en effet défini et entendu de manière très diverse et parfois contradictoire. Ainsi, dans les sociétés occidentales régies par la démocratie libérale, la gouvernance renvoie aux interactions entre l'État et la société, c'est-à-dire aux systèmes de coalition d'acteurs publics et privés. Ces démarches de coordination d'acteurs différenciés ont pour but de rendre l'action publique plus efficace et les sociétés plus facilement gouvernables¹.

Sur un plan politique, la gouvernance est à la fois un moyen de signifier la légitimité du fonctionnement politique, les relations de l'administration avec le corps politique, et les rapports entre eux, la société et le monde économique.

Appliqué à l'entreprise, la définition universelle que l'on peut retenir de la Gouvernance, c'est la recherche d'une éthique et d'un équilibre dans les relations entre les nombreux acteurs impliqués dans l'entreprise.

Cependant et malgré la multiplicité des applications du mot, il existe une dynamique commune dans l'usage de ce terme qui renvoie à la mise en place de nouveaux modes de régulation plus souples, fondés sur le partenariat entre différents acteurs. De façon générique, la « Gouvernance » désignerait la manière dont le pouvoir est organisé et exercé au sein d'une organisation, en assurant un bon équilibre dans les relations entre les différentes parties prenantes.

La pratique de la Gouvernance

Les analyses théoriques et empiriques, qu'elles soient économiques, sociologiques ou anthropologiques, le confirment : le fait central que l'on retrouve dans tout processus de changement institutionnel à long terme, c'est la transformation des régimes de régulation des sociétés humaines, de systèmes reposant sur le lien social et les liens interpersonnels, vers des systèmes fondés sur des régulations formalisées et détachées des personnes.²

- Dans le premier cas, les régimes de régulation sont essentiellement fondés sur les relations entre les personnes, fonctionnant selon des règles pour l'essentiel non écrites, fonction des caractéristiques et des choix des membres du groupe et donc valables à cette échelle limitée, appliquées via des institutions souvent informelles et implicites, telles que le respect de la parole donnée, le sens de l'honneur, la caution solidaire, la réputation, etc. Tel est l'infrastructure institutionnelle qui illustre le mieux le mode de fonctionnement dans nos sociétés traditionnelles africaines.
- Dans le cas des systèmes de régulation beaucoup plus formalisés, les règles acquièrent une portée générale, au sens où elles sont produites et respectées à une échelle d'emblée systémique (celle de la société, du pays), s'appliquant à tous de façon anonyme, indifférenciée, détachée des personnes, bref universelle. Cette infrastructure institutionnelle se retrouve au cœur des deux produits du développement occidental : l'État de droit et l'économie capitaliste.

Où en sommes-nous aujourd'hui, en termes de pratiques de la gouvernance en Afrique, et plus spécifiquement au Mali ? Quelle évaluation peut-on faire de cette transition entre ces deux modes de régulation institutionnelle ?

¹ Sources : Wikipédia

² « La Gouvernance dans tous ses états : Economie politique d'un processus endogène ». Nicolas MEISEL et Jacques Ould AOUDIA. p 435

2.2. Les ressources de la Culture africaine pour la Gouvernance

L'histoire politique, économique et sociale africaine est multiséculaire, et elle est jalonnée de « success stories », de repères, de modèles de gestion et modes d'organisations institutionnelles.

Au plan économique, au Mali comme ailleurs, les relations tant économiques que financières ont existé depuis des siècles entre des opérateurs très entreprenants et des entreprises prospères sans que soient enregistrées des crises et des scandales à la dimension de ceux cités ci-dessus.

Ce patrimoine culturel (fait de valeurs, pratiques, us et coutumes, modes d'organisation et de régulation, etc.), peut-il servir de source d'inspirations pour la Gouvernance de nos Etats contemporains ?

On peut citer entre autres :

- La répartition harmonieuse des rôles et des responsabilités au sein de grands Etats tels que les différents Royaumes bambaras, les Empires du Ghana, du Songhoi, du Mali, etc.,
- La Charte de Kouroukan Fougan;
- Les organisations institutionnelles qui ont rendu possibles des expéditions telles que celles du Pèlerinage de Kankou Moussa à la Mecque au 13ème siècle,
- Le commerce transsaharien multiséculaire qui caractérise les sahéliens, et le potentiel entrepreneurial inné reconnu au malien surtout dans le commerce, et qui fait pratiquement partie de la culture et de l'éducation au sein de certains groupes ethniques.

3. Résultats attendus et Structuration proposée pour l'animation du thème

Aucun pays développé ou émergent de ce monde n'a réussi son intégration à l'économie et à la civilisation globalisante en oubliant d'apporter dans ses bagages ce qu'il a de plus cher et de plus fort, c'est-à-dire ses valeurs, sa culture, ses avantages distinctifs.

Qu'il s'agisse hier du Japon, aujourd'hui du Brésil, de l'Inde, de la Chine, ou de bien d'autres qualifiés à un moment ou un autre, de pays émergents, l'ouverture n'a jamais été considérée comme une maison ouverte à tous les vents, traversée par des logiques extérieures. Elle a plutôt consisté en une tentative d'aller puiser à l'extérieur tous les moyens possibles au service de l'objectif et de la finalité internes³.

Le Mali, à l'instar d'autres Etats africains, est un pays doté d'un formidable gisement de richesses non exploitées, pas seulement sur le plan économique, mais aussi et surtout sur les plans culturels, communautaires, valeurs humaines, etc., qui peuvent et doivent trouver toute leur place dans la fondation même de tout notre système institutionnel. Dans la partie « sous-thème 1 » nous en citerons quelques-uns.

Il s'agira donc, au cours de cette sixième édition du Forum scientifique du FSN, d'apporter une contribution à la construction d'un concept mondialisé de la « Bonne Gouvernance », respectueuse de la diversité des peuples et de leurs valeurs respectives.

Les Sous-thèmes :

Sous-thème 1 : « La culture malienne : source d'inspiration pour une Gouvernance adaptée et de progrès pour le pays » :

Le Mali est riche en valeurs et en expériences de modes de gestion institutionnelle. Sans être exhaustif, on peut citer : la culture du consensus et de la tolérance, le droit d'aînesse et le respect mutuel, les modes d'organisations sociopolitiques traditionnelles ; les mécanismes de régulation sociale pour gérer certains fléaux de la société, les Chartes et Constitutions, le cousinage entre les ethnies, l'identité d'une nation multiculturelle, le brassage des ethnies qui a favorisé la tolérance interethnique, la force du droit coutumier dans la résolution des conflits intercommunautaire, l'efficacité du rôle des religieux et des griots dans l'instauration de relations harmonieuses entre différentes parties prenantes de la société, etc.

Nous aimerions demander l'intervenant de faire une analyse sociologique d'une ou plusieurs de ces nombreuses ressources institutionnelles potentielles, et d'indiquer si elles pourraient être d'un apport positif dans la construction d'un système de gouvernance efficace et compatible avec nos réalités profondes. Si oui, dans quelles conditions et selon quelles modalités ?

Sous-thème 2 : « Quelle gouvernance politique, économique et sociale pour l'Afrique? » : Défis, Périls et Perspectives

Il s'agira d'analyser les constats actuels issus de la pratique de la Gouvernance au Mali, et en Afrique, dans sa configuration actuelle, sur les plans économique, politique, social, etc., et d'en analyser les causes;

Quelles sont les atouts et valeurs ajoutés acquis de cette pratique s'il y en a, et à contrario, quels sont les contraintes, les dangers, les risques et menaces de la perpétuation de ces systèmes de gouvernance sur nos équilibres socio-économique, et sur notre devenir tout court ?

³ Voir « Gouvernance : le contre exemple asiatique ». Chapitre d'un livre à paraître à l'initiative du Ministère de la Coopération et du Développement de France, p22. (bip 3488). Voir <http://www.fph.ch>

Quelle place ces systèmes de gouvernance réservent-ils au respect de nos valeurs culturelles fondamentales ?

Les exposés sur ces deux thèmes seront suivis de panels d'interventions d'un certain nombre de personnes ressources présélectionnées pour introduire les débats avec en ligne de mire les résultats attendus prédéfinis.

Directeur du Festival sur le Niger : Mr Mamou DAFPE, Manager

Coordinateur des Forums du Festival sur le Niger : Mr Siriman Sakho, Ingénieur

Directrice du Forum scientifique : Mme Liesbeth Daffé Anthropologue

Président du Comité scientifique du Forum : Mr Mamadou Ndiaye, Economiste

Membres du Comité scientifique du Forum :

- Abdrahamane Dicko
- Mamadou I Konaté
- Idrissa Ly
- Pr Youssouf Tata Cissé
- Dr Mamadou F Simaga
- Dr Hamidou Magassa
- Abdoulaye Diop
- Dr Fodé Moussa sidibé
- Pr Ismael Maiga
- Dr oussouby Sacko

